



## Éditorial



L'Observatoire a focalisé ses actions au cours du deuxième trimestre 2022 dans les directions suivantes : (i) l'organisation de la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction, (ii) la mobilisation des ressources et la coordination statistique, (iii) le renforcement et le développement des partenariats et (iii) la réalisation des appuis techniques.

En avril 2022, la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction s'est tenue de façon hybride à Yaoundé. A cette occasion, les questions traditionnelles relatives à l'approbation du rapport d'activité de l'année précédente, à l'examen des questions budgétaires et administratives ont été traitées. Le Comité a statué favorablement pour le lancement de l'avis de recrutement du Directeur Général d'AFRISTAT pour la période 2024-2027. Il a aussi autorisé le recrutement d'un cabinet pour la réalisation de l'étude stratégique d'AFRISTAT à l'horizon 2035. Enfin, constatant le faible taux de recouvrement des ressources du Fonds AFRISTAT, le Comité a recommandé la relance des missions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des Etats membres.

S'agissant de la mobilisation des ressources et de la coordination statistique, la Direction générale a effectué des missions de courtoisie et de travail aux Comores, en Guinée, en Guinée Equatoriale et à Madagascar. Dans chacun de ces pays, des rencontres ont été organisées avec les autorités nationales, particulièrement celles assurant la tutelle des Instituts nationaux de statistique (INS), et les partenaires au développement présents localement. Avec les premiers, la sensibilisation et le plaidoyer pour la contribution au Fonds AFRISTAT ainsi que le renforcement des capacités de l'INS pour une meilleure coordination statistique et l'amélioration de la production statistique ont été menés. Avec les seconds, les échanges ont surtout porté sur l'importance de leur contribution au développement du système statistique national à travers leurs appuis multiformes qu'il convient d'harmoniser. Au niveau de chacun de ces pays, les besoins d'assistance technique prioritaires ont aussi été enregistrés.

En ce qui concerne le renforcement et le développement des partenariats, des initiatives nouvelles sont enregistrées pendant que d'autres se consolident ou sont sur le point de se concrétiser :

- Au titre des nouveautés, la Direction générale d'AFRISTAT a signé trois contrats et lettre d'accord avec Expertise France et la FAO pour la mise en œuvre des activités de production statistique et de recherche. La production statistique va concerner le renseignement des indicateurs de suivi et évaluation de l'action de l'Alliance Sahel d'une part et l'amélioration de la connaissance des statistiques sur le numérique, d'autre part. La recherche concerne la réalisation d'une étude sur la modélisation des pertes de stockage des produits agricoles notamment les céréales ;
- Les consolidations concernent à la fois les projets soutenus par les partenaires et qui sont en cours de mise en œuvre, la réalisation conjointe des activités ainsi que la participation croisée aux actions organisées par les acteurs. Sur ce volet, les principales réalisations concernent les projets avec la FAO, Expertise France et Djibouti qui traitent du calcul des indicateurs de l'ODD 2, du programme panafricain de statistique, le développement des capacités en comptabilité nationale, statistiques d'entreprises et des prix, puis le commerce extérieur. Par ailleurs, de nombreux ateliers et autres conférences sont organisés par AFRISTAT en partenariat avec l'INSEE, la CEA, PARIS21, le FMI (les AFRITACs), les Commissions de l'UEMOA et de la CEMAC et STATAFRIC. AFRISTAT prend également part aux activités auxquelles il est convié ;
- Les collaborations en vue se rapportent aux projets de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des pays de la Commission de l'UEMOA et d'accélération du développement statistique de la République de Guinée.

Enfin, les appuis techniques en présentiel ont bénéficié à plus d'une demi-douzaine d'Etats membres. Ils ont essentiellement concerné les domaines des SNDS, des comptes nationaux, des statistiques d'entreprises et des prix, du traitement des enquêtes et de la formation. La mise à niveau sur le plan des équipements de communication dans la majorité des Etats membres a permis l'organisation de plusieurs réunions de suivi avec les pays et également de résoudre à distance certaines difficultés rencontrées particulièrement sur les plans informatique et méthodologique.

L'exercice de mise à jour et d'amélioration du site web d'AFRISTAT a été réalisé avec la contribution significative des jeunes statisticiens. Pour le prochain trimestre, la Direction générale va s'atteler aux préparatifs et à l'organisation des réunions statutaires du second semestre 2022, la poursuite de la mobilisation des ressources, les appuis techniques et le suivi du développement de l'application pour la création et la gestion des répertoires d'entreprises à des fins statistiques.

Paul-Henri NGUEMA MEYE  
Directeur Général d'AFRISTAT

## Sommaire

ÉDITORIAL 1

INEGALITES DE GENRE ET DE SALAIRES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL IVOIRIEN 2

NOUVELLES D'AFRISTAT 5

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE 7

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT 11

ACTIVITÉS INTERNATIONALES 12

ECHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE 13

REUNIONS, ATELIERS ET SEMINAIRES 16



AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(+223) 20 21 55 00

20 21 55 80 • 20 21 60 71

Fax (+223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

## INÉGALITÉS DE GENRE ET DE SALAIRES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL IVOIRIEN

AKLOBESSI KODJO, INGÉNIEUR STATISTICIEN ECONOMISTE

Consultant économiste, Bureau de la Banque mondiale à Lomé (Togo)

La question de l'inégalité de genre a été largement débattue dans les cercles d'universitaires et de décideurs politiques. Bien qu'elle ait gagné en importance en tant que sujet de préoccupation pour des raisons intrinsèques, l'application du genre comme variable macroéconomique a été récemment adoptée par les économistes. En Côte d'Ivoire, les femmes représentent près de la moitié (48,3%) de la population totale (RGPH, 2014). Elles constituent ainsi une force indéniable pour la croissance et le développement et d'après certains indicateurs, un grand nombre de femmes est encore loin d'avoir accès aux mêmes droits, aux mêmes avantages économiques et aux mêmes ressources et de prétendre aux mêmes perspectives d'épanouissement que les hommes. Dans la sphère réelle, les problèmes d'inégalités liés au genre demeurent un phénomène récurrent qui inhibe l'action d'une bonne partie des femmes dans le développement de leurs compétences car la promotion de cette égalité bute sur la persévérance des stéréotypes qui résultent d'un formatage social des comportements et des attitudes discrimina-

toires envers les femmes. Selon les données de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI, 2017), en Côte d'Ivoire, le taux d'alphabétisation des personnes âgées 15 ans et plus est de 76,6% chez les hommes contre 66,1% chez les femmes ; le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre est de 25,3% chez les femmes contre 16,3% chez les hommes ; le taux d'emplois vulnérables est de 80,8% chez les femmes contre 62% chez les hommes ; le taux de salaire inférieur au SMIG est de 70,8% chez les femmes contre 47,7% chez les hommes. Dans le souci de redynamiser son appareil productif, la Côte d'Ivoire devra optimiser sur l'utilisation de ses forces productives en créant les conditions nécessaires pour l'entrée de davantage de femmes afin de réduire les inégalités de genre. Ces faits et constats laissent place indubitablement à la question de savoir : Quel est l'état des lieux des inégalités de genre et salaires sur le marché de l'emploi en Côte d'Ivoire ? Quels en sont les déterminants macroéconomiques ?

### REVUE DE LA LITTÉRATURE

Le genre se réfère à ce que la société attend des êtres humains du fait de leur féminité ou de leur masculinité. Il s'agit d'une construction sociale dans la mesure où la société attribue des fonctions, des rôles, des tâches différenciées selon le sexe. Toutefois, ces attributs ne sont pas immuables, mais tiennent de la relation avec les autres et la société, et ce, dès la naissance. Sur le marché du travail, les définitions classiques utilisées sont celles provenant des travaux de **Watts & Rich** (1992) et de **Anker (1997)**. Ces auteurs définissent le concept d'« inégalité de genre » entre sexes sur le marché du travail comme étant la répartition inégale entre sexes dans une profession donnée (poste occupé/ catégorie socio-professionnelle) ou dans un secteur d'activité donné quel que soit la nature de la répartition des emplois.

La revue de littérature retrace fondamentalement trois théories pour expliquer les origines des inégalités de genre et de salaire sur le marché de l'emploi :

- La théorie néoclassique de Becker ;
- Les théories intentionnalistes du marché du travail ;
- Les théories féministes.

Dans l'approche néoclassique, l'origine fondamentale des différences entre sexes est l'investissement en capital humain. Becker (1981) fut le pionnier de cette théorie qui stipule que l'écart de rémunération entre les sexes et le désir des femmes d'accéder à certaines professions sont dus au rôle de la spécialisation et de la division du travail dans un ménage. De ce fait, la spécialisation dans les responsabilités de production et de reproduction due aux avantages comparatifs différents entre hommes et femmes accentue le travail domestique non rémunéré des femmes et ainsi leur faible participation au marché du travail comparativement aux hommes. Chaque travailleur étant rémunéré à la productivité marginale sur le marché du travail, il paraît évident que les femmes se retrouvent en grand nombre dans les secteurs et les emplois nécessitant un niveau faible de capital humain, donc moins rémunérés et surtout flexibles, leur permettant de concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle (Buchmann and Charles, 1995; Polachek, 2006).

Dans la lignée de ces théories néoclassiques, naquit un courant d'économistes qui suggèrent que d'autres facteurs autres que le capital humain seraient plus pertinents dans l'analyse des inégalités de genre sur le marché de l'emploi. Ces économistes qualifiés d'économistes de comportements expliquent l'inégalité entre sexes par les préférences exogènes des hommes et des femmes qu'il s'agisse de la prise de risque, la décision d'investissement, la confiance... qui motivent leur choix professionnels et les pratiques des employeurs (Bertrand, 2010; Blau & Kahn, 2017).

De plus en plus, un nombre croissant de travaux empiriques fait la lumière sur les principaux facteurs pouvant expliquer la ségrégation professionnelle ou sectorielle entre sexes dans les pays en développement

(Anker, 1998; Ball, 2008; World Bank, 2011; Meyer, 2003 ;Chang, 2004; Borrowman & Klasen, 2019). Les travaux récents de Borrowman & Klasen (2019) analysent les déterminants des inégalités de genre entre sexes dans soixante-neuf (69) pays en développement. En utilisant des données transnationales, ils montrent que dans l'ensemble de ces pays, le développement économique au niveau national n'est pas à lui seul un levier puissant pour assurer une répartition égale des sexes sur les marchés du travail (World Bank, 2011). Le constat très peu reluisant qui se dégage est qu'en dépit des performances économiques de ces pays, la ségrégation sectorielle et professionnelle a un effet important sur l'accroissement des écarts salariaux entre hommes et femmes (Borrowman & Klasen, 2019).

Dans son analyse, Khitarishvili et al. (2018) mettent en lumière, en utilisant l'indice de Duncan, une inégalité de genre élevée sur la période de 2004-2015 sur le marché du travail en Géorgie. Ils constatent une relation significative mais contraire entre ce niveau élevé des inégalités et les écarts salariaux entre sexes à l'intérieur des secteurs, des branches d'activités et des professions.

Baah-Boateng (2014) évalue l'ampleur et l'évolution des inégalités de genre sur le marché du travail Ghanéen entre 1960-2010 en identifiant les principales sources de changement dans l'évolution des différences de salaire entre sexes. En utilisant l'indice de Duncan, il constate généralement que les inégalités de genre dans la répartition des professions et de salaire sont modérément élevées, mais en déclin sur le marché du travail au Ghana.

### APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES ET ESTIMATIONS

Les données utilisées dans cet article proviennent des comptes nationaux élaborés par l'Institut National de Statistiques de la Côte d'Ivoire. Elles couvrent la période 2005 à 2017 et portent sur l'effectif des salariés ventilés par Catégorie professionnelle et le sexe en considérant la classification ivoirienne des activités et des produits (CIAP) conçue à partir des nouvelles nomenclatures révisées NAEMA révision1 et NOPEMA révision1 d'AFRISTAT. Les données concernent essentiellement cinq secteurs de l'économie ivoirienne (agriculture, élevage, chasse et activités de soutien ; commerce de gros et commerce de détail, activités d'administration publique, éducation, industries extractives). De par sa construction, le panel dans le cadre de ce travail est cylindrique. En effet, les données sont cylindriques et correspondent à des observations qui sont disponibles sur toute la période pour toutes les variables retenues.

Dans le cadre économétrique, le modèle théorique sur les données de panel peut s'écrire pour chaque secteur d'activités et observations temporelles de la manière suivante :

$$y_{it} = a_{0i} + a'_{i}x_{it} + \varepsilon_{it} \quad (*)$$

Où

$$y_{it} =$$

variable endogène observée pour l'individu  $i$  à la période  $t$  ;

$x_{it}$  = vecteur des  $k$  variables exogènes ;

$a_{0i}$  = terme constant pour l'individu  $i$  ;

$a_i$  =

vecteur des  $k$  coefficients des  $k$  variables exogènes ;

$\varepsilon_{it}$  = terme d'erreur.

Empiriquement, le modèle que nous estimons dans ce travail s'écrit :

$$\begin{aligned} \ln(ID_{it}) = & \alpha_i + \beta_1 \ln(VA_{it}) + \beta_2 \ln(Production_{it}) \\ & + \beta_3 \ln(Exportation_{it}) \\ & + \beta_4 \ln(Emploi_{it}) \\ & + \beta_5 \ln(Female\ ratio_{it}) \end{aligned}$$

Où  $ID_{it}$  représente l'indice de Duncan utilisé pour le secteur à l'instant. L'indice de Duncan mesure la somme absolue de la différence entre la proportion de femmes et la proportion d'hommes dans chaque catégorie professionnelle. Il indique la proportion d'hommes (ou de femmes) qui devraient changer de profession afin de maintenir le ratio de genre de chaque profession égale au ratio de genre des travailleurs dans leur ensemble. L'indice de Duncan est donné par la formule suivante :

$$ID = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^n \left| \frac{W_i}{W} - \frac{M_i}{M} \right| \text{ avec}$$

$$\frac{W_i}{W}$$

Où  $\frac{W_i}{W}$  est la proportion de femmes dans la

$CSP_i$  et  $\frac{M_i}{M}$  représente la proportion d'hommes dans la catégorie

socio-professionnelle considérée. Il indique le pourcentage d'hommes ou de femmes qui devraient changer de catégorie socio-professionnelle sans remplacement pour parvenir à une répartition égale des hommes et des femmes dans toutes les catégories socioprofessionnelles. L'avantage de l'ID est qu'il fournit des résultats simples et généralisables. Cependant, toute modification de la structure professionnelle ou de la composition sexuelle de la CSP a une incidence sur la valeur de l'indice (Anker, 1998).

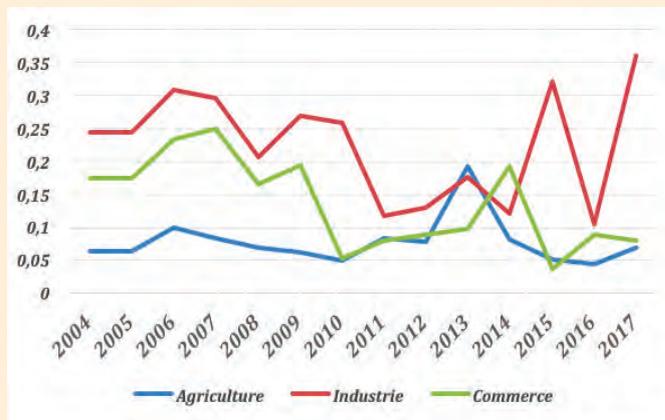
Nous utilisons pour les estimations et pour des questions de robustesse 2 types de régressions sur les données de panel. Premièrement, nous estimons une régression avec effet aléatoire qui suppose que l'erreur du modèle estimé est constituée d'une partie aléatoire et de l'erreur idiosyncratique. Deuxièmement, nous estimons une régression à effets fixes<sup>1</sup> afin d'apprécier les facteurs explicatifs de la ségrégation dans les différents secteurs de l'économie ivoirienne. Dans cette deuxième estimation, nous privilégions l'utilisation de l'estimateur Least Square Dummy Variable (LSDV) ou l'estimateur Within proposé par Sevestre (2002). Dans ces deux modèles précédents, nous prenons le logarithme des différentes variables retenues dans la modélisation. Ce choix est fait pour faciliter les interprétations de ces deux modèles en termes d'élasticités. Le choix définitif d'un de ces modèles reposera sur le test de Hausman.

## RÉSULTATS

Le graphique suivant décrit l'évolution de l'indice de Duncan sur la période de 2004 à 2017. Il montre un indice de Duncan plus élevé dans le secteur industriel comparativement aux deux autres secteurs. Le secteur agricole demeure le secteur exemplaire en matière de réduction des

inégalités salariales sur le marché du travail ivoirien. En effet, le secteur a présenté un indice de Duncan variant entre 0,062 en 2004 et 0,077 en 2017 avec un pic de 0,175 observé en 2013.

Ces résultats témoignent d'une maîtrise des inégalités salariales dans les différents secteurs de l'économie, même s'il reste beaucoup d'efforts à faire pour assurer une égalité salariale entre les ivoiriens et les ivoiriennes.



Graphique 1 : Evolution de l'Indice de Duncan des inégalités salariales

### Modélisation de l'indice de Duncan des inégalités de genre dans l'emploi

Le tableau ci-dessous présente les résultats des estimations issues de la modélisation de l'indice de dissimilarité au niveau des inégalités de genre occupationnelles. Le test de Hausman présenté nous amène à conclure à l'existence d'un effet fixe. Comme mentionné dans la section précédente, les résultats qui seront privilégiés dans cette section sont les estimations du modèle tobit et les estimations du modèle à effets fixes serviront de contrôle de signe et de robustesse. Les résultats seront interprétés en termes de semi-d'élasticités.

Les résultats montrent qu'à l'exception de la constante du modèle, toutes les variables sont significatives au seuil de 5%. En nous intéressant aux effets marginaux des différentes variables, l'augmentation de la production et des exportations sont des facteurs qui contribuent à l'aggravation de la ségrégation occupationnelle dans l'économie ivoirienne. En effet, une augmentation de la production globale de l'économie de 1% croitrait de 0,058 point l'indice de dissimilarité au niveau des occupations entre femmes et hommes dans l'économie ivoirienne. De même, une croissance de 1% des exportations des différents secteurs de l'économie entraînerait une augmentation de la ségrégation occupationnelle captée par l'indice de dissimilarité de 0,009.

A contrario, les valeurs ajoutées sectorielles, la proportion des femmes travaillant dans les secteurs et l'emploi sont des facteurs qui réduisent l'indice de dissimilarité dans l'économie ivoirienne. Une augmentation de 1% des valeurs ajoutées sectorielles permettent de réduire de 0,048 point l'indice de dissimilarité entre les hommes et les femmes ivoiriens. Aussi, une augmentation de 1% des emplois dans les secteurs de l'économie et la proportion des femmes y travaillant réduisent respectivement la ségrégation captée par l'indice de la dissimilarité au sein de la population ivoirienne. L'analyse des résultats du modèle à effets fixes appliquée au panel des secteurs nous révèle la confirmation des signes observés au niveau du modèle tobit.

<sup>1</sup> Le test de Hausman effectué sur les données suggère la présence des effets fixes des individus

**Tableau 1: Estimations des inégalités de genre dans l'emploi**

Variables	RandomEffects	FixedEffects	Tobit model
IProduction	0,153 (0,237)	0,469*** (0,105)	0,0576*** (0,0120)
IVA	-0,888 (0,429)	-0,654*** (0,185)	-0,0480** (0,0220)
IExportation	0,322 (0,235)	0,0787*** (0,0218)	0,00923*** (0,00252)
IEmploi	0,608*** (0,0659)	-0,133** (0,0561)	-0,0235*** (0,00708)
Ifemale_ratio	0,839 (0,706)	-0,249** (1,186)	-0,0903*** (0,0230)
Constant	-2,541 (2,441)	1,576 (1,808)	0,0544 (0,196)
Observations	70	70	
R-squared	0,210		
Number of Id	5		5
Country FE	NO		YES
<b>Hausman Test</b>	<b>Chi-Stat</b> 19,37	<b>P-Value</b> 0,00	

**Modélisation de l'indice de Duncan des inégalités salariales**

Les résultats du modèle montrent qu'en dehors de la participation des femmes à la force de travail, toutes les variables sont significatives au seuil de 5% en considérant l'indice de dissimilarité comme la variable dépendante. Les productions des différents secteurs ont un effet négatif sur la ségrégation salariale en Côte d'Ivoire. En effet, une augmentation de 1% de la production des secteurs en Côte d'Ivoire provoque une augmentation de l'indice de dissimilarité de 0,114 point, contribuant ainsi à une détérioration de la ségrégation salariale entre les ivoiriens et les

ivoiriennes sur le marché de l'emploi. Les exportations des différents secteurs de l'économie ont également un effet négatif sur l'indice de dissimilarité salariale avec un effet marginal relativement faible de 0,007. En revanche, les valeurs ajoutées sectorielles et les emplois participent à une baisse de l'indice de dissimilarité salariale en Côte d'Ivoire. En effet, une augmentation des valeurs ajoutées sectorielles est équivalente à une baisse de l'indice de dissimilarité de 0,172. Elles constituent le facteur principal qui participe à la baisse de la ségrégation salariale.

**Tableau 2: Estimations des inégalités salariales**

Variables	RandomEffects	FixedEffects	Tobit model
IProduction	0,367 (0,254)	1,145** (0,468)	0,114** (0,00619)
IVA	-1,032** (0,345)	-1,558*** (0,517)	-0,172* (0,0901)
IExportation	0,125 (0,136)	0,0660*** (0,0243)	0,00720** (0,00345)
IEmploi	0,0960 (0,340)	-0,109*** (0,0361)	-0,0101** (0,0047)
female_ratio	3,065 (1,649)	1,847 (1,338)	0,0123 (0,0293)
Constant	4,080 (4,354)	3,695*** (1,198)	1,000*** (0,221)
Observations	70	70	
R-squared	0,266		
Number of Id	5	5	
Country FE	NO	YE	
<b>Hausman Test</b>	<b>Chi-Stat</b> 7,87	<b>P-Value</b> 0,048	

**Conclusion**

La présente étude s'est proposée de faire un état des lieux des inégalités de genre sur le marché du travail et d'apprécier les effets des variables macroéconomiques qui pourraient aider à des prises de décision. Les résultats ont révélé que sur la période de 2004 à 2017, les inégalités de genre dans l'emploi ont baissé de façon globale dans toute l'économie ivoirienne. Parmi les différents secteurs, c'est celui des commerces de gros et de détail qui affiche de bonnes perspectives en matière de baisse des inégalités. Contrairement à ce dernier, le tissu industriel ivoirien demeure le nid des inégalités de genre dans l'employabilité des femmes. Même si sur la période d'étude, les inégalités ont légèrement baissé, il faudra des efforts supplémentaires pour atteindre l'égalité des sexes et

la réduction des inégalités dans le secteur. Quant aux inégalités salariales, les résultats montrent des améliorations significatives au sein de l'économie ivoirienne. Au niveau désagrégé, on note par ailleurs que le secteur du commerce demeure le secteur le moins enclin aux inégalités. Comparativement aux inégalités de genre dans l'employabilité dans le secteur industriel, les inégalités salariales ont connu de belles avancées sur la période considérée. Sur la base de tout ce qui précède, cette étude recommande des incitations et des offres de formations ciblées au bénéfice des jeunes filles afin de renforcer leurs compétences dans les métiers de l'industrie. Il paraît également judicieux de soutenir les femmes dans la création de leurs entreprises tout en insistant sur le développement des succès stories des femmes.

## Bibliographie

- Anastasia Klimova, Russell Ross, (2012) "Gender-based occupational segregation in Russia: an empirical study", International Journal of Social Economics, Vol. 39 Issue: 7, pp.474-489
- ARROW K. (1973) : "The Theory of Discrimination", in O. ASHENFELTER and REES A., eds, Discrimination in Labor Markets, Princeton University Press
- William Baah-Boateng , (2014), "Empirical analysis of the changing pattern of sex segregation of occupation in Ghana", International Journal of Social Economics, Vol. 41 Iss 8 pp. 650 - 663
- Bashwira, M.-R., Cuvelier, J., Hilhorst, D., Van der Haar, G., (2013), "Not only a man's world: Women's involvement in artisanal mining in eastern DRC", Resources Policy (2013), <http://dx.doi.org/10.1016/j.resourpol.2013.11.002i>
- BECKER G.S. (1957), "The Economics of Discrimination", The University Of Chicago Press.
- Das, M. (2006), Do traditional axes of exclusion affect labour market outcomes in India? Washington, DC, Banque mondiale.
- Eftimie, A., Heller, K., Strongman, J., (2009), In: Gender Dimensions of the Extractive Industries: Mining for Equity. The World Bank.
- Hinton, J.J., Veiga, M.M., Beinhoff, C., (2003), Women and artisanal mining: gender roles and the road ahead. In: Hilson, G. (Ed.), The Socio-Economic Impacts of Artisanal and Small-Scale Mining in Developing Countries, Swets Publishers, Netherlands, pp. 149-188.
- Van Hoecke, E., (2006). The invisible work of women in the small mines of Bolivia. In: Lahiri-Dutt, K., Macintyre, M. (Eds.), Women Miners in Developing Countries: Pit Women and Others, Ashgate Publishing, Aldershot, pp. 265-288.
- Werthmann, K., (2009), Working in a boom-town: female perspectives on gold-mining in Burkina Faso, Resources Policy 34, 18-23.
- Whitehead, A. and N. Kabeer (2001). Living with uncertainty. Gender, livelihoods and pro-poor growth in rural sub-Saharan Africa. Brighton: IDS.

# Nouvelles d'AFRISTAT

## Visites

### Visite de courtoisie et de travail du Directeur Général d'AFRISTAT en Guinée Equatoriale



*Instantané après l'entrevue avec Mme Pont, Coordinatrice du SNU*

■ M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général d'AFRISTAT, a effectué, du 22 au 30 avril 2022 à Malabo, une mission de mobilisation des ressources, de précision et de recueil des besoins d'appui technique du SSN de Guinée Equatoriale pour 2022. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, le Directeur Général d'AFRISTAT a rencontré Mme Constantina Bindang Ndong Okiri, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan de Guinée Equatoriale. Il a commencé par remercier le membre du Gouvernement pour son effort de contribution au Fonds AFRISTAT au début de l'année 2022.

Pour ce qui est de la précision des besoins d'assistance technique, la mission a travaillé avec l'INEGE et a relevé les sollicitations pour (i) l'élaboration d'un cadre national d'assurance qualité (CNAQ), (ii) le traitement et

l'analyse des données du dernier Recensement des Entreprises, (iii) l'élaboration d'un document méthodologique sur les indicateurs produits en Guinée Equatoriale et (iv) l'appui pour la digitalisation de la collecte des données de l'IHPC avec le CAPI en vue de raccourcir les délais et la périodicité de publication de leur indice des prix à la consommation des ménages.

Par ailleurs, le Directeur Général d'AFRISTAT a mené des entretiens avec les partenaires au développement basés en Guinée Equatoriale pour les sensibiliser à la nécessité d'appuyer l'ensemble du SSN du pays. C'est dans ce cadre que des rencontres ont été organisées avec les représentants des agences du système des Nations Unies (SNU) notamment avec Mme Anna M. Pont, coordinatrice résidente du SNU.

### Visite de courtoisie et de travail du Directeur Général d'AFRISTAT en Guinée

■ Du 9 au 13 mai 2022, M. le Directeur Général d'AFRISTAT a effectué une mission à Conakry pour la mobilisation des ressources auprès des autorités et répondre à la requête de la nouvelle Direction Générale de l'INS de Guinée pour le renforcement des capacités statistiques de l'Institution. C'est à ce titre que M. Nguema Meyé a été reçu successivement par les principales autorités suivantes : Dr Karamoko Kaba, Gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée, Dr Lanciné Conde, Ministre de l'Economie des Finances et du Plan et M. Saïkou Amadou Diallo, Directeur de Cabinet du Premier Ministre.

Prenant en compte les desideratas de ses autorités, M. Makan Doumbouya, le nouveau Directeur Général de l'INS, a travaillé avec l'équipe d'AFRISTAT pour circonscrire les priorités d'assistance technique dans les domaines des statistiques des prix, des comptes nationaux, des statistiques d'entreprises, de la coordination statistique et des statistiques sociodémographiques. Les parties ont convenu d'établir un programme d'appui sur plusieurs mois au bénéfice des agents de l'INS de Guinée.

### Visite de courtoisie et de travail du Directeur Général d'AFRISTAT à Madagascar



Sortie de l'audience avec Mme le Ministre de l'Economie et des Finances

■ Le Directeur Général d'AFRISTAT a effectué du 11 au 18 juin 2022 à Antananarivo une mission de coordination statistique et de mobilisation des ressources. Au titre de la coordination statistique, M. Nguema Meyé a assisté aux activités de lancement de la SNDS 2022-2030 de Madagascar élaborées avec le soutien de PARIS21. Dans ce cadre, il a participé aux actions de plaidoyer pour le renforcement des capacités statistiques nationales menées en direction du gouvernement, du parle-

ment et des partenaires techniques et financiers présents dans le pays. Au cours de ce séjour, le Directeur Général d'AFRISTAT a eu le privilège d'être reçu en audience par Mme Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, Ministre de l'Economie et des finances de Madagascar. Y ont pris part, le Directeur Général de l'INSTAT de Madagascar, le Coordinateur régional de PARIS21 et le consultant recruté pour superviser l'élaboration de la nouvelle SNDS.

### Visite de courtoisie et de travail du Directeur Général d'AFRISTAT aux Comores



Le Directeur Général d'AFRISTAT et son hôte, M. le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

■ La série de missions de coordination statistique conduite par la Direction Générale d'AFRISTAT auprès des Etats membres s'est poursuivie à Moroni du 19 au 23 juin 2022. A cette occasion, le Directeur Général de l'Observatoire a été reçu par les autorités nationales notamment par Dr Imani Younoussa, M. Yahaya Ahmed Houmadi et M. Goulame Fouady respectivement Gouverneur de la banque centrale des Comores, Secrétaire Général du Ministère des Finances et Commissaire Général au Plan. Avec celles-ci, les échanges ont porté essentiellement sur l'amélioration de la qualité de la production statistique et la mobilisation des ressources. M. Nguema Meyé a aussi effectué le tour des

partenaires techniques et financiers basés aux Comores pour s'informer sur leurs appuis locaux dans le domaine statistique et solliciter leur pleine contribution multiforme pour aider à répondre aux aspirations des autorités en termes de qualité et diversité de l'offre de la production statistique. C'est ainsi que des séances de travail ont été organisées avec MM. François Batalingaya, Pierre Beziz, Boubacar Sidiki Walbani et Dr Boni-Ouattara Edith, respectivement Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, Représentant Résident de l'Union européenne, Représentant Résident de la Banque Mondiale et Responsable du Bureau de l'UNFPA.

# Activités de la Direction générale

## 44<sup>ème</sup> Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT



Instantané lors du discours d'ouverture des travaux



Photo de famille des participants au 44<sup>e</sup> CD

d'AFRISTAT a tenu sa 44<sup>ème</sup> réunion, les 8 et 9 avril 2022, à Yaoundé au Cameroun, sous la présidence de M. Blaise Bienvenu ALI, Directeur général de l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES), président en exercice dudit Comité.

Monsieur Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire de la République du Cameroun, a ouvert les travaux. Le Ministre a rappelé, entre autres, l'importance des statistiques pour le suivi des engagements des Etats africains vis à vis des agendas 2030 et 2063, ainsi que de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF).

La suite des travaux a porté sur l'examen de la mise en œuvre du plan d'action 2021 et l'exécution du budget 2021. Le Comité a également examiné les contributions des Etats membres aux Fonds AFRISTAT, un projet d'avis

de recrutement au poste de Directeur général d'AFRISTAT au titre de la période 2024-2027 et projet d'avis de recrutement d'un Cabinet de consultant pour la conduite d'une étude stratégique d'AFRISTAT à l'horizon 2035.

Concernant la mise en œuvre du plan d'action 2021, le taux global d'exécution physique des activités de l'année est évalué à 66,6%, en hausse par rapport à son niveau un an plus tôt. Cette reprise, une année après l'avènement de la pandémie de covid-19, est expliquée par une bonne adaptation de l'Observatoire au télétravail et à la levée partielle des restrictions aux voyages.

Sur la situation des contributions aux Fonds AFRISTAT, le Comité a adressé ses félicitations aux pays qui se sont acquittés complètement de leurs engagements au titre du Fonds AFRISTAT 2016-2025. Il a par ailleurs salué les efforts fournis par les autres pays qui procèdent régulièrement aux versements effectués

au Fonds et les a encouragés à poursuivre cette dynamique. Le Comité a également invité la Direction Générale à diligenter les missions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités des Etats membres en retard de paiement de leurs contributions aux différents Fonds AFRISTAT en vue de la libération de leurs quotes-parts.

S'agissant du projet d'avis de recrutement d'un Cabinet de consultant pour la conduite d'une étude stratégique d'AFRISTAT à l'horizon 2035, le Comité a autorisé la Direction Générale à lancer ce recrutement aussitôt que les quelques observations formulées par ses membres seraient prises en compte.

Enfin, le Comité a également autorisé la Direction Générale à publier l'avis de recrutement au poste de Directeur général d'AFRISTAT au titre de la période 2024-2027.

## Séminaire du premier semestre 2022 sur la conjoncture et les prévisions à moyen terme 2022-2025 dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée, en Mauritanie et au Cabo Verde

AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest et la Commission de l'UEMOA ont organisé le séminaire traditionnel de conjoncture économique du premier semestre 2022 et les prévisions à moyen terme 2022-2025 au profit des Etats membres de l'Afrique de l'Ouest. Il s'est déroulé du 30 mai au 3 juin 2022 à Ouagadougou en mode hybride.

Tous les Etats membres de l'UEMOA, excepté le Mali, étaient représentés par des participants en charge de l'analyse conjoncturelle et de la

prévision macroéconomique. Les représentants de la Guinée ont suivi les travaux par visioconférence. Des experts de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de l'Agence Monétaire pour l'Afrique de l'Ouest (AMAO), du Bureau Sous régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), de la BCEAO et de la Commission de l'UEMOA ont également pris part à la rencontre. Le séminaire avait pour objectif principal de faire le point de la

conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2022-2025 dans les Etats et de permettre des échanges et un partage d'expériences entre les participants.

Les capacités de seize (16) cadres des pays ont été renforcées par les présentations des institutions et le partage des expériences pays sur les effets de l'inflation actuelle sur les pays et mesures de riposte.

## Séminaire sur la conjoncture économique au premier semestre 2022 et les prévisions à court terme 2022-2023 dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar

Un séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2022 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 6 au 10 juin 2022 à Douala au Cameroun en mode hybride.

Les Etats membres de la CEMAC (en présentiel) ainsi que la RD Congo, le Djibouti, le Burundi, Sao Tomé et Principe et Madagascar (à distance) étaient représentés par des participants en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Sao Tome et Principe était représenté par sa Banque Centrale. La BEAC, la BDEAC, la Commission Economique des nations Unies pour l'Afrique Centrale (CEA BSR-AC) et la Direction Générale Afrique cen-

trale de la BAD et AFRITAC Centre n'ont pas pris part aux travaux.

Les capacités de vingt-quatre (24) cadres des pays ont été renforcées par les présentations des institutions présentes et le partage des expériences pays sur les effets de l'inflation actuelle sur les pays et mesures de riposte.

## Atelier régional de préparation du changement d'année de base de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) dans les Etats membres de l'UEMOA.

MM. Tchadéléki Biabalo Bahaze-Dao et Sansan Honkounne Kambou, respectivement expert en Statistiques des Prix et expert en traitement des données ont participé du 16 au 20 mai 2022 à Abidjan (Côte d'Ivoire), à l'atelier régional de préparation du changement d'année de base de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) dans les Etats membres de l'UEMOA.

Cet atelier, organisé par la Commission de l'UEMOA a regroupé une vingtaine de participants, des experts prix des Etats membres, des

cadres de la Commission ainsi que des représentants de la BCEAO, d'AFRISTAT, de la BAD et du FMI.

L'atelier avait pour objectif général de définir les bases méthodologiques de l'élaboration du nouveau IHPC et a bénéficié de l'appui technique d'AFRISTAT, de la BCEAO, de la BAD et du FMI pour développer les différents modules pré-définis.

De façon spécifiques, il s'est agi de : (i) définir les directives précises sur la méthodologie de collecte de données ; (ii) déterminer ensemble

un nombre de zone économique adapté au dispositif de production de l'IHPC pour la collecte des données dans chaque pays; (iii) proposer une méthodologie de calcul des IHPC selon les différentes rubriques des nomenclatures ; (iv) présenter les paniers IHPC pays et le panier régional, (v) présenter pour chaque pays les informations actualisées sur les tarifs eau et électricité afin de renseigner la maquette de collecte de données et (vi) présenter le processus de traitement des dépenses de consommation pour la compilation des pondérations.

## Projet de Gestion Economique et Développement des Statistiques pour l'élaboration des Politiques (GEDES) Djibouti

AFRISTAT a signé une convention le 28 octobre 2021. avec les autorités djiboutiennes pour renforcer les capacités de l'Institut de la Statistique de Djibouti (INSTAD) dans les domaines de la comptabilité nationale, des statistiques d'entreprises, des statistiques des prix, de la matrice de comptabilité sociale (MCS) et des statistiques du commerce extérieur. Le projet découlant de cette convention est financé sur une initiative de la Banque Mondiale.

### Statistiques des prix

■ M. Tchadéléki Biabalo Bahaze-Dao expert en statistiques des Prix à AFRISTAT a effectué une mission à l'INSTAD du 5 au 16 juin 2022. Cette mission avait pour objectif de déterminer les structures de pondération jusqu'au niveau des variétés. Ces pondérations seront utilisées pour le calcul du nouvel indice base 2022. Les résultats de l'EDAM réalisée en 2017 ont été exploités pour la détermination de ces pondérations.

A l'issue des travaux de la mission, les résultats suivants ont été obtenus : (i) les structures de pondérations des variétés, des postes, des

sous-groupes, des groupes et des fonctions ont été déterminées ; (ii) la liste des variétés a été stabilisée au niveau national et (iii) les fichiers des pondérations des fonctions, des groupes, sous-groupes, postes et variétés ont été préparés en vue de leur importation dans l'application Phoenix.

### Comptabilité nationale

■ Une mission d'AFRISTAT réalisée par M. Ibrahima Sory, expert en comptabilité nationale, s'est déroulée du 19 au 30 juin 2022 à Djibouti, dans le cadre de la Convention INSTAD-AFRISTAT.

L'objectif global de la mission était d'engager les travaux de rattrapage des comptes nationaux.

Ainsi, les travaux de la mission ont permis de (i) finaliser et valider le traitement des sources de données pour les comptes définitifs de 2015, à l'aide du module ERETES ; (ii) entamer le chargement des sources de données de l'année 2015 ; (iii) entamer les travaux de pré-arbitrage des opérations sur biens et services de 2015 ; (iv) mettre à jour les données de la maquette des comptes rapides pour l'année 2021; (v) échanger sur les travaux en perspectives.

## Projet FAO d'assistance au développement méthodologique et au renforcement des capacités dans le domaine des indicateurs ODD 2.3.1 et 2.3.2

*AFRISTAT a signé un protocole d'accord avec la FAO, dans le cadre de l'assistance au développement méthodologique et au renforcement des capacités dans le domaine des indicateurs ODD 2.3.1 et 2.3.2 dans deux pays membres d'AFRISTAT*

Le Programme d'assistance au développement méthodologique et au renforcement des capacités dans le domaine des indicateurs ODD 2.3.1 et 2.3.2 a été initié par la FAO et mis en œuvre par AFRISTAT dans deux de ses Etats membres.

L'assistance technique aura pour objectif de :

- i. Contribuer à la finalisation de la méthodologie de l'indicateur 2.3.1 et des outils méthodologiques concernant les indicateurs ODD 2.3.1 et 2.3.2 ;
- ii. Renforcer les capacités des statisticiens africains en matière de collecte, de traitement,

d'analyse de données et de diffusion des indicateurs ODD 2.3.1 et 2.3.2 visant à mesurer les tendances de la productivité et des revenus des petits producteurs alimentaires.

Au cours du trimestre, deux pays (Le Burkina Faso et le Mali) ont été identifiés pour bénéficier de l'assistance technique. L'analyse des questionnaires de l'Enquête Permanente Agricole du Burkina Faso a permis d'identifier les variables manquantes pour une meilleure estimation des indicateurs ODD 2.3.1 et 2.3.2. Des propositions d'amélioration du questionnaire pour la campagne en cours et dans le

moyen terme ont été faites à l'équipe pays. Une lettre d'Accord d'assistance a été signée entre AFRISTAT et la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles. Le consultant local a été recruté pour appuyer l'équipe pays.

L'analyse du questionnaire de l'Enquête Agricole de Conjoncture du Mali est en cours.

## Projet de « Modélisation et collecte de données sur les pertes de produits alimentaires pendant le stockage »

*AFRISTAT a signé en juin 2022 un Protocole d'Accord avec la FAO pour la modélisation et la collecte de données sur les pertes de produits alimentaires pendant le stockage.*

de recherche de l'initiative 50x2030, l'objectif est de développer un modèle statistique pour estimer les pertes de céréales pendant la phase de stockage et de concevoir, préparer et implémenter une collecte de données pertinentes à l'application du modèle dans le pays sélectionné. Les trois étapes dans la mise en œuvre de cette activité peuvent se résumer comme il suit :

- i. Réalisation d'un cadre conceptuel sur les pertes de céréales pendant le stockage,

identification des données nécessaires pour tester et évaluer les résultats du modèle développé, évaluation de l'approche choisie considérant les conditions locales et la disponibilité d'information dans le pays d'Afrique Sub-Saharienne sélectionné ;

- ii. Choix des méthodes et instruments de collecte de données pour une analyse détaillée des pertes de céréales pendant le stockage et choix des variables auxiliaires basé sur la

formulation du modèle. Préparation de la collecte de données ;

- iii. Mise en œuvre de la collecte de données sur les pertes de produits alimentaires et des variables auxiliaires identifiées précédemment dans le pays choisi.

La période de mise en œuvre de cette activité va du 1er juillet 2022 au 30 mai 2023.

## Projet Régional d'Appui au renforcement des statistiques de l'économie numérique

*Durant le second trimestre de l'année 2022, AFRISTAT a poursuivi les échanges avec Expertise France en vue de formaliser un contrat de prestation de service pour la mise en œuvre de certaines activités du projet DATAFID*

Le 2 juin 2021, AFRISTAT a signé un contrat de prestation de service avec Expertise France, dans le cadre du Projet Régional d'Appui au renforcement des statistiques de l'économie numérique et d'accompagnement à l'utilisation de la science des données par les administrations fiscales et douanières (DATAFID). Ce contrat a permis à la Direction Générale de conduire cinq (05) missions diagnostiques des statistiques de l'économie numérique dans les pays pilotes : Cameroun, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.

Au cours du second trimestre 2022, la Direction Générale a poursuivi les échanges avec Expertise France dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet DATAFID. Ces

échanges ont permis de formaliser un contrat de prestation de service pour (i) la réalisation des métadonnées des indicateurs de l'économie numérique dans les cinq pays pilotes, (ii) la réalisation d'une étude pilote et (iii) la création de facilité pour un appui à l'analyse des données de l'économie numérique.

La mise en œuvre de cette seconde convention de prestation de service a déjà permis la participation de l'Observatoire à un voyage d'étude à l'Insee, du 27 au 29 juin 2022, à Paris. Ce voyage d'étude avait pour objectif de capitaliser l'expérience européenne en matière de collecte de données sur l'économie numérique. Il a connu la participation de M. DjabarDine C. Adechian, expert en statistiques démogra-

phiques d'AFRISTAT ainsi que deux représentants par pays pilote.

A la suite de la visite d'étude, il a été organisé le 30 juin 2022 à Paris, le 1er Comité de pilotage de ce cycle du projet. L'adoption du programme de travail pour les prochaines semaines constituait le principal enjeu.

Au cours du prochain trimestre 2022, l'Observatoire, en collaboration avec les pays pilotes, engagera les activités relatives à l'élaboration des métadonnées de l'économie numérique et l'étude pilote sur l'économie numérique.

## Programme statistique G5-Sahel

AFRISTAT a signé en mai 2022 un contrat de subvention avec Expertise France, dans le cadre du Programme de renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux des pays du G5-Sahel. Cette initiative participe de l'obligation de redevabilité de l'Alliance Sahel.

Le Programme de renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux (SSN) des pays du G5 Sahel a été initié par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français (MEAE) dans le cadre de la redevabilité de l'Alliance Sahel (AS).

L'objectif de ce Programme est d'appuyer de manière coordonnée les capacités statistiques des cinq pays du G5 Sahel à savoir : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad, afin qu'ils produisent des données officielles comparables en vue de renforcer la redevabilité de l'Alliance Sahel. Le Programme a deux objectifs spécifiques :

- i. Renforcer le dispositif institutionnel et organisationnel pour la collecte, le suivi et l'analyse

des données sur les 25 indicateurs nationaux du cadre de redevabilité de l'Alliance dans les secteurs prioritaires ;

- ii. Créer un cadre d'échanges, de dialogue et de plaidoyer sur les actions à entreprendre pour améliorer les outils d'aide à la prise de décision dans les pays du G5 Sahel.

Depuis mai 2022, la coordination de projet statistique G5-Sahel est assurée par AFRISTAT. L'Alliance Sahel a élaboré un Cadre de résultats constitué d'objectifs communs aux 13 pays et organisations membres par secteur clé de l'AS. Ce cadre comporte 40 indicateurs dont 25 indicateurs nationaux et 15 indicateurs projets.

■ Du 16 au 19 juin 2022, AFRISTAT a conduit une mission de renforcement des capacités statistiques à Niamey. Cette mission a été assurée par M. Sansan Honkounne Kambou, expert d'AFRISTAT en traitement des données d'enquêtes et de recensement.

La mission a permis de renforcer les capacités d'une douzaine de cadres sur le traitement et l'analyse des données avec le logiciel SPSS. Les participants ont travaillé à la manipulation des données sur un ensemble de jeux de données réelles à savoir l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) réalisée en 2017. Ils ont également vu leurs capacités renforcées sur la production des statistiques de base et l'analyse des données.



Les participants à l'atelier de formation en SPSS à Niamey

## Programme d'appui statistique cycle 2 de l'Union Africaine

L'Observatoire est membre d'un consortium conduit par Expertise France en vue de la mise en œuvre du PAS 2 qui est une partie du programme statistique panafricain. L'association a été conclue en janvier 2022 et AFRISTAT a commencé ses interventions au deuxième trimestre.

Deux activités ont été réalisées par AFRISTAT dans le domaine des statistiques agricoles qui comptent parmi les thèmes prioritaires du nouveau programme statistique panafricain. C'est l'expert en statistiques agricoles et changement climatique Madior Fall qui a :

- Entre le 2 et le 20 mai 2022 élaboré un rapport qui fournit un état des lieux de la compilation des statistiques sur l'agriculture, l'environnement, les ressources naturelles et le changement climatique en Afrique. A ce

rapport sont joints un programme de travail global 2022-2025 et un plan d'action de la première année pour améliorer ces statistiques ;

- Participé à la première réunion du Groupe technique spécialisé sur l'Agriculture, l'environnement, les ressources naturelles et le changement climatique tenue à Accra du 15 au 17 juin 2022. Au cours de celle-ci, les membres du Groupe ont adopté une feuille

de route de leur plan d'action. Ils ont aussi : (i) fait l'état de la production des statistiques agricoles et identifié les besoins en renforcement des capacités des pays, (ii) discuté les activités du projet d'harmonisation et de développement des statistiques agricoles en Afrique de l'ouest et le programme de statistique agricole du PAS 2. A la fin des travaux, un mécanisme de coordination entre les différents intervenants sur les statistiques agricoles a été discuté.

## 9<sup>ème</sup> conférence PARIS21 / AFRISTAT / INSEE / UNECA sur « Construire de meilleures données sur le genre en Afrique : défis et perspectives »

AFRISTAT, en partenariat avec l'INSEE, PARIS 21 et l'UNECA a organisé, les 15 et 16 juin 2022, le webinaire a constitué la 9<sup>ème</sup> conférence organisée conjointement par les parties précédentes. Son thème portait sur « Construire de meilleures données sur le genre en Afrique : défis et perspectives ».

Ce webinaire s'inscrit dans l'initiative de ces institutions d'organiser un cycle de conférences opérationnelles et méthodologiques qui vise à encourager les échanges d'expérience constructifs entre les INS autour de sujets communs.

Cette conférence a été animée en deux sessions par des panélistes de la CEA, de l'ONU-FEMME, de PARIS21, de la Banque mondiale, de l'OIT, des INS du Sénégal, du Cameroun, du Burkina Faso et de l'Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation de la Côte d'Ivoire.

# Autres activités d'AFRISTAT

## Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

### Cabo Verde

■ M. Alain Brilleau, conseiller du Directeur général d'AFRISTAT, a effectué une mission d'assistance technique à Praia du 9 au 13 mai 2022. Les travaux réalisés avec l'INE et la Commission technique en charge de l'élaboration de la SNDS 2022-2026 ont permis d'atteindre les résultats suivants : (i) La disponibilité d'un projet de feuille de route ; (ii) La planification d'une éventuelle assistance technique d'AFRISTAT. Les premiers travaux de définition des outils techniques pour la collecte des informations nécessaires à l'élaboration de la SNDS ont été également menés durant la mission.

### Côte d'Ivoire

■ M. Roland Frédéric Ngampana, expert d'AFRISTAT en charge des statistiques d'entreprises, a effectué, du 25 avril au 06 mai 2022, une mission d'assistance technique à Abidjan auprès de l'INS pour la mise en place d'un indice du chiffre d'affaires (ICA) des principales branches d'activités des services (ICA-PBS) et d'un indice de prix de production des services (IPPS).

Cette mission d'appui a permis (i) de :

- Former une dizaine de cadres sur le dispositif de production et de publication d'un ICA-PBS et d'un IPPS ;
- Etablir une correspondance entre la nomenclature d'activités qui sera utilisée pour la production des ICA-PBS et les nomenclatures de production des comptes nationaux ;
- Etablir une correspondance entre la nomenclature de produits NOPEMA rev1 et la nomenclature des consommations individuelles par fonction (COICOP) utilisée par ces derniers pour les travaux de l'indice harmonisé de prix à la consommation (IHPC) ;
- Identifier les branches d'activités des services ayant un poids important dans le tissu économique de la Côte d'Ivoire ;
- Mettre en place un échantillon provisoire des entreprises des services réparties entre les différentes branches d'activités ;
- Elaborer les questionnaires de collecte des données auprès des entreprises pour le calcul de l'ICA-PBS et de l'IPPS.



Séance de travail de M. Bahaze-Dao, Expert en statistiques prix d'AFRISTAT, avec l'équipe de Guinée

### Guinée

■ Une mission d'AFRISTAT conduite par M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général d'AFRISTAT s'est rendue à l'INS de Guinée à Conakry du 9 au 13 mai 2022. Le Directeur Général était accompagné de MM. Tchadéléki Biabalo Bahaze-Dao et Ibrahimia Sory respectivement expert en Statistiques des Prix et expert en comptabilité nationale à AFRISTAT.

Cette mission s'inscrit dans la droite ligne de la mobilisation des ressources et de recueil des besoins d'appui technique du SSN de Guinée pour 2022. Au delà des actions protocolaires, les experts ont réalisé des diagnostics succincts dans leurs domaines de compétence. A la fin des travaux de la mission, une feuille de route a été élaborée pour les appuis sur les statistiques des prix, la comptabilité nationale, les statistiques des entreprises, la coordination statistique et les statistiques sociodémographiques.

■ Du 23 mai au 11 juin 2022, M. Ibrahimia Sory, expert en comptabilité nationale, a séjourné à Conakry, dans le cadre d'un appui aux travaux préparatoires pour le projet de changement d'année de base 2018 et de migration vers le SCN 2008.

L'objectif global de la mission était de renforcer les capacités de l'équipe des comptables nationaux au SCN 2008 et au module ERETES.

Ainsi, les travaux de la mission ont permis de (i) former les cadres au SCN 2008, à l'installation et à l'initiation au module ERETES ; (ii) présenter les aspects importants de la mise en œuvre des nomenclatures nationales d'activités et de produits, et celles des comptes nationaux pour le module ERETES ; (iii) présenter la démarche

de traitement des données sources, préparation de la méthodologie et des outils techniques de l'enquête nationale sur l'orpaillage.

■ M. Roland Frédéric Ngampana, expert d'AFRISTAT en charge des statistiques d'entreprises, a effectué, du 16 au 20 mai 2022 et du 23 mai au 03 juin 2022, deux missions d'assistance technique à Conakry auprès de l'INS pour la relance des activités de production de l'indice de la production industrielle (IPI) d'une part et la mise en place d'un indice de prix de production de l'industrie (IPPI).

Ces missions ont permis de former dix (10) cadres de l'INS sur les dispositifs de production et de publication d'un IPI et d'un IPPI.

■ Une mission d'AFRISTAT conduite par M. Tchadéléki Biabalo Bahaze-Dao, expert en statistiques des prix, s'est rendue à l'INS à Conakry du 24 mai au 2 juin 2022. Elle visait à appuyer les cadres de l'INS à la préparation et à l'importation des données dans l'application Phoenix. A l'issue des travaux de la mission les résultats suivants ont été obtenus : (i) L'INS est à jour dans la saisie des données dans l'application Phoenix ; (ii) les agents de collecte et les superviseurs de toutes les régions sont formés à la méthodologie de collecte des données et (iii) la collecte des données au niveau des autres régions économiques a été relancée à partir de juin 2022.

### Sénégal

■ M. Alain Brilleau, Conseiller du Directeur général d'AFRISTAT, a participé à la mission d'évaluation à mi-parcours de la Stratégie nationale de développement de la statistique 2019-2023 du Sénégal. La mission comprenait également trois experts de PARIS21, des représentants de la CEA et de la COMESA et elle s'est déroulée du 27 juin au 1er juillet 2022. La mission a participé à quatre séances de travail avec les sous-comités du Comité technique des programmes statistiques du SSN et les responsables de l'ANSD. Elle a également rencontré des utilisateurs de statistiques nationales et internationales dans le cadre de cette évaluation. A la fin de la mission, un aide-mémoire a été remis aux responsables de l'ANSD et un rapport a ensuite été transmis.

# Activités internationales

■ AFRISTAT a été représenté aux réunions virtuelles de printemps de PARIS21 organisées les 5 et 6 avril 2022 portant sur le thème des données relatives au changement climatique. Ces réunions ont permis de présenter le concept d'écosystème de données sur le changement climatique, d'examiner les défis qui empêchent les données d'être pleinement exploitées pour les rapports et l'action sur le climat et d'explorer les meilleures pratiques et opportunités au niveau national. Au cours de ces deux jours, la réunion a été suivie par plus de 400 participants de 100 pays.

■ Du 19 au 22 avril 2022, M. Ibrahima Sory, expert en comptabilité nationale, a représenté AFRISTAT à un séminaire régional organisé par AFRITAC de l'Ouest à Abidjan (Côte d'Ivoire). Les objectifs du séminaire étaient de :

- rappeler les normes et principes du MSFP 2014 notamment le champ de couverture des statistiques de finances publiques, le cadre analytique ;
- élargir le champ de couverture des statistiques de finances publiques aux opérations non monétaires ;
- définir une méthodologie d'évaluation et un calendrier d'intégration des opérations non monétaires dans les statistiques de finances publiques.

Les travaux du séminaire ont permis de mettre à la disposition des acteurs des finances publiques, des outils et connaissances pour la production à titre expérimentale des statistiques des sous-secteurs de l'administration publique, intégrant des opérations en nature. L'expert d'AFRISTAT a fait une présentation sur la méthodologie de calculs de la Consommation de capital fixe (CCF), ainsi que les cas pratiques d'application.

■ AFRISTAT a participé au séminaire régional sur le renforcement des prévisions budgétaires organisé par AFRITAC de l'Ouest qui s'est déroulé en ligne du 11 au 12 mai puis en présentiel du 17 au 26 mai 2022 à Abidjan. L'observatoire était représenté par MM. Serge Jean Edi et Fata Houssoube, respectivement Directeur Général Adjoint et expert associé d'AFRISTAT.

Ont participé au séminaire des représentants des administrations des pays membres d'AFRITAC de l'Ouest en charge des prévisions et /ou du budget et des institutions UEMOA, AFRISTAT, BCEAO, BCRG et BCM.

Dans un premier temps, l'atelier à distance a permis aux participants de renforcer les acquis en matière de démarches méthodologiques et des meilleures pratiques internationales en matière de prévision budgétaire durant une période de relance économique.

Dans un second temps, l'atelier en présentiel a aidé les participants à approfondir certains aspects pratiques, échanger leurs expériences et outils et

définir, au cours de travaux pratiques les pistes d'amélioration de leur système de prévision budgétaire.

■ M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général d'AFRISTAT, a participé, du 18 au 20 mai 2022 à Kigali, à l'atelier régional de formation au leadership statistique pour les Directeurs Généraux des INS. Cette formation était co-organisée par STATAFRIC et le Consortium PARIS21 avec l'appui de l'INS du Rwanda. La formation était assurée par le Cabinet international Center for Creative Leadership (CCL) spécialisé dans la formation coaching et leadership. Cet atelier régional a été marqué par trois grandes phases à savoir : (i) l'échange d'expériences entre INS, (ii) l'information et la formation sur les concepts de leadership en général et (iii) les applications sur des problématiques concrètes des organisations et autres institutions statistiques.

■ L'Observatoire a pris part du 6 au 9 juin 2022 au troisième séminaire thématique régional virtuel sur le programme de mise à jour du Système de comptabilité nationale (SCN). Organisé par le Centre Africain pour la Statistique (CAS) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec la Division de statistique des Nations Unies (DSNU), le séminaire avait pour objectif de fournir un forum permettant à tous les pays africains de s'engager et de participer directement au programme mondial de mise à jour du SCN en discutant et en commentant les notes d'orientation et en participant à l'évaluation des estimations expérimentales. Le séminaire a abordé les cinq domaines prioritaires et sujets thématiques suivants : communication, systèmes financiers et de paiement, mondialisation, bien-être et durabilité, et finance islamique. M. Paul-Henri Nguema Meyé qui y représentait AFRISTAT a réaffirmé l'intérêt pour l'Observatoire de participer à cette réflexion mondiale.

■ AFRISTAT et l'Insee ont, en raison de la persistance de la crise sanitaire depuis 2020, organisé une conférence virtuelle le 7 juin 2022. Celle-ci, intitulée « La Revue par les Pairs du système statistique public : un puissant levier pour la qualité », était ouverte aux directeurs généraux et cadres de haut niveau des INS des Etats membres d'AFRISTAT et des organes centraux de statistique d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et de l'Insee de France. La conférence s'est déroulée sous forme de panel dans lequel sont intervenus tour à tour Messieurs Laurent Mahounou Hounsa, Directeur général de l'INStad du Bénin, Adnen Lassoued, Directeur général de l'INS de Tunisie, Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur général d'AFRISTAT et Jean-Luc Tavernier, Directeur général de l'Insee. Les principaux thèmes abordés se rapportaient aux préparatifs en amont des visites par les pairs, l'appropriation des rapports d'audit par les INS et la mise en œuvre du plan d'actions découlant de l'exploitation des recommandations formulées par les pairs.

■ M. Serge Jean Edi, Directeur Général Adjoint a représenté AFRISTAT au Forum régional de l'Afrique de l'Ouest des organisations intergouvernementales (OIG) organisé par le Bureau sous régional Afrique de l'Ouest de la CEA les 21 et 22 juin 2022 à Dakar au Sénégal

sur le thème : Renforcer le partenariat pour l'intégration régionale et la résilience aux chocs pour une meilleure relance économique.

Ont participé à la réunion, des institutions des Nations Unies, des OIG, des Centres de Recherche pour le Développement dont la CEDEAO, la BCEAO, l'ABN, l'OMVS, l'ALG, AFRISTAT, l'UEMOA, le CILSS, l'ACMAD, le Fonds de Solidarité Africain (FSA), EPIC Africa, le CRDI et des représentants du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération et du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et du Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises du Sénégal.

Ce forum a permis aux experts de mener des réflexions approfondies sur les initiatives phares du soutien des Nations Unies aux OIG et aux pays d'Afrique de l'Ouest. Il a aussi mis en exergue les principales interventions récentes des OIG pour renforcer l'intégration régionale et le développement durable ainsi que sur l'insécurité alimentaire et l'impact du COVID-19 dans la sous-région ouest-africaine.

■ La réunion de la Conférence des Directeurs des écoles de statistique africaines (CODESA) s'est déroulée à Paris le 29 juin 2021 sous la Présidence de M. Francial Libengue, Directeur Général de l'ISSEA de Yaoundé. M. Nguema Meyé y a représenté AFRISTAT. La présentation du déroulement des activités dans les écoles au cours de l'année scolaire écoulée, l'extension du nombre d'entités du réseau des ESA et les résultats des concours communs d'entrée dans les écoles de statistique africaines ont constitué les principaux sujets de discussions.

■ Le 29 juin 2022 se tenait à Paris la réunion annuelle du Conseil d'Administration de l'Association CESD Statisticiens pour le développement sous la direction de son Président en exercice M. Jean Louis Bodin. En dehors des points traditionnels de l'ordre du jour liés à l'examen et adoption de différents rapports et au renouvellement des désignations des membres du bureau de l'Association, la problématique de la finalisation des modules d'initiation à la statistique pour les non statisticiens travaillant dans les systèmes statistiques publics a été largement abordée. Le Directeur Général de l'Observatoire qui prenait part à cette rencontre a conclu, avec les autres membres du Conseil d'administration, à la nécessité d'un appui de l'Association en terme de recrutement d'un consultant qui travaillera avec AFRISTAT à la finalisation de ces modules.

# Échos des instituts nationaux de statistique

■ Bénin

[www.instad.bj](http://www.instad.bj)

## Organisation de la cinquième édition du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH5).

Le Gouvernement du Bénin, réuni en Conseil des Ministres le 22 juin 2022, a autorisé l'organisation du RGPH5 et la désignation des membres du Comité national qui en auront la charge.

Les données attendues du RGPH5 permettront au Bénin de mesurer les progrès accomplis dans différents secteurs et d'assurer un meilleur suivi des indicateurs des différents agendas tels que l'agenda 2030 des Nations unies sur les Objectifs de Développement Durable, l'agenda 2063 de l'Union africaine, la Stratégie décennale de la Banque Africaine de Développement et l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Depuis 2020, l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD) a entrepris les travaux préparatoires du RGPH5. La cartographie censitaire est prévue vers la fin de l'année 2022 et le dénombrement se déroulera en 2023.

## Adoption d'une nouvelle loi statistique au Bénin

L'Assemblée Nationale du Bénin a adopté le 02 juin 2022 une nouvelle loi portant organisation et réglementation des activités statistiques en République du Bénin. Le nouveau texte est subdivisé en cinq (05) titres, treize (13) chapitres et soixante-dix-neuf (79) articles.

Il permettra au Bénin de connaître des avancées sur les plans institutionnel et organisationnel comme la clarification des attributions du Système Statistique National et du Conseil National Statistique, l'instauration de mécanismes innovants nécessaires pour un financement conséquent et stable des activités statistiques, l'institutionnalisation des grands recensements qui fournissent des informations détaillées au niveau géographique et qui servent de base à la planification du développement économique et social, en même temps qu'il renforce le rôle de l'INStAD. La nouvelle loi statistique assure également la conformité des textes régissant les activités statistiques au plan national avec les standards régionaux et internationaux que sont la Charte Africaine de la Statistique ratifiée par le Bénin en avril 2012 et les Principes Fondamentaux de la Statistique Officielle des Nations Unies.

## Bulletin trimestriel des statistiques du commerce extérieur : Premier trimestre 2022

L'INStAD a publié le bulletin du premier trimestre 2022 du Commerce Extérieur du Bénin. Évaluées à 175,6 milliards de FCFA, contre 120,1 milliards de FCFA un trimestre plus tôt, les exportations de marchandises du Bénin ont connu une amélioration de 46,2% au cours du premier trimestre 2022. Comparativement au premier trimestre

2021, la valeur totale des exportations affiche une croissance de 24,1%. Les ventes de biens locaux à l'extérieur s'élevaient, en effet, à 141,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2021.

Les importations de marchandises sont en hausse par rapport au trimestre précédent. En effet, au premier trimestre 2022, elles sont évaluées à 462,9 milliards de FCFA, contre 435,6 milliards de FCFA un trimestre plus tôt, soit une augmentation de 6,3%. En glissement annuel, les acquisitions de biens ont connu aussi une augmentation (8,1%). La valeur des achats à l'extérieur était, en effet, de 428,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2021.

La valeur totale des dix (10) principaux produits exportés au cours du premier trimestre 2022 s'élève à 157,3 milliards de FCFA, soit 89,6% de la valeur des exportations. Quant à la valeur des dix (10) principaux produits à l'achat pour ce même trimestre, elle s'établit à 245,9 milliards de FCFA, soit 53,1 % de la valeur totale des importations.

## L'Indice des Prix des Produits Agricoles à la Production (IPPAP) du premier trimestre 2022

L'indice des prix à la production des produits vivriers s'est établi à 145,2 au 1er trimestre 2022, soit une hausse de 3,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution est en lien avec l'accroissement des indices des cultures maraichères (+23,4%), des légumineuses (+18,3%) et des céréales (+6%).

En variation trimestrielle, l'indice des prix à la production des produits agricoles, s'est accru de 3,7%. Cette évolution est due à l'accroissement des indices des cultures maraichères (+56,6%) ainsi que des racines et tubercules (+7,3%).

## Atelier sur les besoins statistiques des Ministères au Bénin

L'INStAD a organisé le 25 mai 2022, un atelier de validation des besoins exprimés par les responsables des Systèmes d'Informations Statistiques des Ministères.

Présidé par Monsieur Hermann OrouTakou, Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances, en présence de Monsieur Laurent Mahounou Hounsa, Directeur Général de l'INStAD, cet atelier a réuni les Directeurs de la Planification, de l'Administration et des Finances, les Directeurs de la Programmation et de la Prospective des différents ministères, le Directeur de la Statistique Agricole, le Secrétaire Technique de la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers ainsi que les responsables au premier plan de l'Institut.

L'objectif général de cet atelier est de valider les besoins exprimés par les structures responsables de la gestion du Système d'Information Statistique de chaque ministère, dans le cadre de la consolidation de leurs capacités pour les rendre

plus aptes à produire à temps, des statistiques fiables et pertinentes, conformément aux normes internationales.

Il faut préciser que cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un projet essentiellement « statistique » visant à renforcer les capacités et opérationnaliser les systèmes d'informations statistiques des ministères, contenu dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG2).

■ Cameroun

[www.ins-cameroun.cm](http://www.ins-cameroun.cm)

## Atelier des producteurs de données statistiques du Système National d'Information Statistique (SNIS) et des partenaires techniques et financiers pour le financement de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2021-2030 (SNDS30)

L'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun a organisé le 06 avril 2022, avec l'appui financier du Consortium PARIS21, un atelier entre les producteurs de données statistiques du SNIS et les Partenaires Techniques et Financiers pour le financement de la SNDS30. Les travaux étaient présidés par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Président du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS), en présence du Directeur Général d'AFRISTAT et du représentant de PARIS21.

Les travaux de l'atelier ont connu la participation des administrations et institutions impliquées dans la mise en œuvre de la SNDS30 et des représentants des organisations internationales présentes à Yaoundé, partenaires techniques et financiers du Gouvernement.

L'atelier a permis de débattre sur : (i) les modalités d'accompagnement des administrations sectorielles dans la production des statistiques officielles, (ii) le défi d'aligner les activités statistiques au calendrier budgétaire du Cameroun, (iii) la nécessité d'un programme de renforcement des capacités.

Ces échanges ont permis à chaque partenaire technique et financier de se positionner sur sa contribution financière dans la mise en œuvre de la SNDS30 sur la période 2021-2025.

La mise en œuvre de la SNDS30 nécessite un financement de 63,58 milliards de FCFA pour la période 2021-2025. Au stade actuel, les ressources identifiées se chiffrent à 24,2 milliards de FCFA.

## Enquête auprès des usagers des TIC au Cameroun

L'INS a signé, le 29 avril 2022, une convention avec l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé (ENSPY) en vue de réaliser une enquête auprès des usagers des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au Cameroun.

L'enquête s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique Centrale (PARGIN) et vise la production des indicateurs : (i) relatifs à l'accès des ménages et des particuliers aux TIC et à leur utilisation, (ii) sur l'utilisation des TIC par les Administrations publiques et les entreprises.

L'enquête comporte trois volets : (i) un volet entreprise, (ii) un volet ménage, (iii) et un volet administration publique.

Au stade actuel, l'ensemble des documents méthodologiques de l'opérations ont été préparés et l'appel à candidatures pour le recrutement de 113 agents enquêteurs pour les trois volets de l'opération a été lancé. Les opérations de terrain sont prévues pour les mois d'août et de septembre et vont durer 30 jours.

### Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC)

L'INS a engagé la préparation et la conduite de l'Enquête nationale sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC), édition 2022. L'enquête est financée par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) et cible 7 400 femmes âgées de 15 à 49 ans et 5 100 enfants de 6 mois à 4 ans à enquêter dans environ 6 580 ménages. L'EIPC est conçue pour : (i) collecter les informations concernant divers aspects du paludisme, (ii) mesurer les disparités géographiques et socio-économiques des indicateurs du paludisme, (iii) prélever une goutte de sang des jeunes enfants pour le test d'anémie et de la parasitémie palustre.

Les travaux de cartographie ont débuté sur l'ensemble du territoire national depuis le mois de mai 2022. La formation des agents enquêteurs débutera dans la deuxième moitié du mois d'août et durera 15 jours. La collecte des données est prévue pour septembre 2022.

### Ateliers de validation des annuaires statistiques de cinq administrations

Au cours des mois de mai et juin 2022, l'INS a organisé deux ateliers de validation des annuaires statistiques de cinq administrations sectorielles publiques. Le premier s'est tenu du 26 au 31 mai et regroupait les Ministères des Travaux Publics et celui de l'Eau et de l'Energie. Le second s'est tenu du 1er au 06 juin et regroupait les Ministères de (i) l'Agriculture et du Développement Rural, (ii) l'Elevage, des Pêches et de l'Industrie Animale et (iii) Forêts et de la Faune.

La production de ces annuaires s'inscrit dans le cadre du Plan Opérationnel Annuel (POA) 2021 du Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) 2019-2021 au Cameroun.

La production des annuaires statistiques desdits ministères a permis de procéder à des exercices de cas pratiques de la mise en œuvre de la démarche qualité dans le processus de production des annuaires statistiques. Dans ce cadre, les travaux de l'atelier constituaient la sixième étape du processus de production statistique, notamment l'étape d'analyse et de validation. Au terme

des travaux, lesdits annuaires ont été validés sous réserves de la prise en compte des amendements formulés.

### Etude sur la satisfaction des utilisateurs des statistiques officielles (ESUSO)

L'INS a entrepris au cours du deuxième trimestre 2022 une enquête sur la satisfaction des utilisateurs des statistiques officielles (ESUSO). Ladite étude bénéficie du financement du Projet d'Amélioration de l'Efficacité de la Dépense Publique et du Système Statistique (PEPS) de la Banque Mondiale.

L'objectif général de l'enquête est d'évaluer le niveau de satisfaction des utilisateurs des données du SNIS.

Au total, l'enquête cible 370 organisations et institutions (publiques, privées, société civile, etc.) utilisatrices des statistiques officielles. La formation des agents enquêteurs a débuté le 29 juin 2022, pour une durée de 04 jours. La collecte des données sera lancée après la formation des agents de collecte et est prévue durer 15 jours, au cours de juillet 2022.

### ■ Guinée Equatoriale

[www.inege.gq](http://www.inege.gq)

### Taux d'inflation du premier trimestre 2022

Le taux d'inflation moyen annuel enregistré au premier trimestre 2022 a été de 0,6% ; cette augmentation du niveau général des prix est due principalement à la contribution positive des groupes "Transports" (0,4%), "Santé", "Restaurants et Hôtels" et "Enseignement" avec 0,1% chacun. Cette évolution a été amortie par le groupe "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-0,1%), dont la contribution est négative. Pour sa part, le coût du panier national a connu une augmentation de 0,9 % entre décembre 2021 et mars 2022.

La ville présentant le taux d'inflation moyen annuel le plus élevé au cours du premier trimestre est Malabo avec le taux de 1,8%. Ce résultat est dû aux contributions positives des groupes : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (1,0%) ; "Transports" (0,4%) ; "Restaurants et hôtels" (0,2%) ; "Meubles, équipement des ménages et entretien courant du foyer" ; "Santé" et "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants", avec 0,1% chacun.

### La Guinée Équatoriale en chiffres 2021

L'Institut National de Statistiques de la Guinée Equatoriale a publié le 3 mai 2022, la cinquième édition du document "La Guinée Equatoriale en chiffres" édition 2021 ; un produit statistique qui rassemble et analyse une diversité d'informations provenant de différents secteurs, produit par les structures du Système Statistiques National.

Les informations présentées dans cette édition se composent de six (06) chapitres :

1. Territoire, climat et environnement ;
2. Données démographiques ;
3. Secteur social ;
4. Secteur réelle de l'économie ;
5. Finances publiques ;
6. Secteur extérieur et monétaire.

Contrairement aux annuaires statistiques, la Guinée Equatoriale en chiffres contient des aspects analytiques et vise à offrir un reflet quantitatif et comparatif de la réalité socio-économique et environnementale du pays. Il fournit des définitions et des explications des variables et des indicateurs statistiques qui sont des outils pour les politiciens, hommes d'affaires, étudiants, chercheurs et à tout lecteur ayant besoin d'informations sur le pays.

### ■ Togo

[www.togostat.org](http://www.togostat.org)

### Enquête de satisfaction des ménages sur le service de collecte des déchets ménagers dans le District Autonome du Grand Lomé

Le 25 juin 2022, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a démarré, pour une durée de dix (10) jours, une enquête de satisfaction des ménages sur le service de collecte des déchets ménagers dans les treize (13) communes du District Autonome du Grand Lomé (DAGL).

Cette enquête de satisfaction permettra, entre autres, de recueillir les données sur le mode d'évacuation des ordures des ménages, d'apprécier la périodicité de la collecte des déchets ménagers, de mesurer le niveau de satisfaction des usagers sur le dispositif actuel et de recueillir les avis sur des pistes d'amélioration de la collecte des déchets.

Rappelons que c'est en 2008 que le Gouvernement togolais avec l'appui technique et financier de l'Agence Française de Développement (AFD) a mis en place des filières de pré-collecte, de collecte, de transport et de traitement des déchets, dans le cadre du Projet Environnement Urbain de Lomé pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de Lomé en améliorant la salubrité urbaine et la durabilité du service de gestion des déchets solides.

Ce projet étant à sa troisième phase, il y a lieu de jeter un regard rétrospectif sur les services rendus à la population afin de mesurer le degré de satisfaction des abonnés de la collecte des déchets, ce qui permettra le réajustement de toute la chaîne de valeurs des déchets solides urbains.

### Journées portes ouvertes du Groupe de la Banque mondiale au Togo : Le Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO) présenté au public

Du 23 au 24 juin 2022, le Projet PHASAO logé à l'INSEED, a été présenté au public à l'occasion des Journées Portes Ouvertes organisées à Lomé par le Groupe de la Banque mondiale au Togo.

Outre le PHASAO, le public a également fait la découverte de dix-huit (18) autres projets financés par la Banque au Togo à travers la visite des différents stands ainsi que des échanges avec les acteurs et bénéficiaires des projets, etc.

Financé à hauteur de 30 millions de dollars pour une période de cinq (5) ans, le PHASAO vise à soutenir le système statistique national en matière

de production des statistiques de qualité dans les secteurs sociaux, économiques et administratifs, tout en facilitant leur utilisation. Les principales structures bénéficiaires au Togo sont : l'INSEED, l'Office Togolais des Recettes (OTR), la Direction des Statistiques agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID), la Direction chargée des prévisions et les autres structures sectorielles du système statistique national.

#### Atelier de validation des résultats de l'étude sur la consommation d'énergies dans les sous-secteurs domestiques, des transports et de l'agriculture au Togo.

Le 05 mai 2022, l'INSEED a organisé un atelier de

validation des résultats de l'étude sur la consommation d'énergies dans les sous-secteurs domestiques, des transports et de l'agriculture au Togo. L'étude a permis d'approfondir les connaissances sur toutes les formes d'énergies consommées en vue de la maîtrise de la consommation énergétique sur l'ensemble du pays. Elle a également permis de disposer des données pouvant aider à mieux quantifier les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de proposer un modèle d'estimation de la consommation annuelle au Togo. Rappelons que cette étude s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la première phase du Projet d'Appui au Secteur de l'Energie au Togo (PASET1).

#### Présentation des résultats de l'analyse à mi-parcours du projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP)

Le 13 avril 2022, l'INSEED a organisé un atelier de présentation des résultats de l'analyse à mi-parcours du PAEIJ-SP. C'est avec l'appui d'un consultant national que l'INSEED avait été chargé de mettre en place un dispositif de collecte de données permettant d'établir la situation, le suivi à mi-parcours et l'évaluation d'impact de l'ensemble des interventions du projet. Cette collecte s'adressait aux partenaires, aux entreprises/clusters et aux bénéficiaires (primo-entrepreneurs, groupes de producteurs, etc.).

## Constance Torelli un modèle dans la coopération statistique

Au service de la coopération internationale à l'Insee depuis 2009, Mme Constance Torelli a activement contribué aux succès des travaux statistiques en Afrique à travers la coopération entre l'Insee et ses Partenaires.

A la fin des travaux de la 44<sup>e</sup> réunion du Comité de direction d'AFRISTAT, le Directeur Général M. Paul-Henri Nguema Meye lui a remis un cadeau symbolique en guise de souvenir pour les années de durs labeurs passés ensemble pour la réalisation des activités et le développement de la statistique.



Remise de cadeaux par le Directeur Général d'AFRISTAT

Madame Torelli, dans sa réponse a tenu à remercier toute l'équipe d'AFRISTAT pour ces magnifiques cadeaux qu'elle a reçus. Elle a affirmé avoir beaucoup apprécié toutes ces années de collaboration avec AFRISTAT et les INS de ses Etats membres, « Nous avons mené ensemble de nombreuses activités, je citerai en particulier le séminaire Cefil co-organisé par l'Insee et AFRISTAT chaque année à Libourne (France) en direction principalement des statisticiens francophones d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, et qui représente un moment important pour moi. Malheureusement, cette activité n'a pu être organisée en présentiel en raison de la pandémie, aussi j'espère que ce séminaire reprendra à nouveau dès l'année prochaine. Beaucoup de chemin parcouru, j'ai vu les progrès réalisés dans pas mal de domaines statistiques, et je m'en félicite, le niveau de compétences a gagné dans l'ensemble des INS, et un vivier d'experts est mobilisable sur tous les sujets. Bravo à vous ».

### RENOVATION DU SITE WEB D'AFRISTAT

La Direction Générale d'AFRISTAT a le plaisir de vous informer qu'une version renouée de son site Web ([www.afristat.org](http://www.afristat.org)) est en ligne.

Le contenu du site Web a été renforcé pour améliorer la visibilité des activités d'AFRISTAT et pour augmenter les ressources mises à disposition des internautes.

La rénovation a porté essentiellement sur :

- La présentation de l'histoire d'AFRISTAT (archivage des actualités, films, intervenants, etc.) ;
- La présentation des projets d'AFRISTAT réalisés et en cours ;
- L'accès à des multiples ressources variées (publications, formations, séminaires, nomenclatures, etc.) ;
- L'actualisation des domaines d'activités d'AFRISTAT ;
- Les liens à de nombreux portails de données et institutions.

Plus de deux mille fichiers ont été rajoutés à la version précédente.

Nous vous invitons à surfer sur cette version renouée et vous prions de nous faire parvenir toute observation, critique et suggestion permettant d'améliorer encore le contenu et l'ergonomie du site Web d'AFRISTAT.

# Réunions, ateliers et séminaires

## Cotonou, 2 au 6 août 2022

Atelier régional de partage d'expériences sur les méthodes pratiques pays d'évaluation du secteur informel

## Bissau, 16 septembre 2022

13<sup>ème</sup> Conférence des Ministres en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'espace UEMOA

## Cotonou, 8 au 12 août 2022

Atelier régional de partage d'expériences sur les méthodes pratiques pays d'élaboration des comptes des administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages

## 3 Octobre 2022

27<sup>ème</sup> Réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT en virtuel

## Cotonou, 10 au 12 août 2022

Réunion du groupe d'experts de l'UA sur les comptes nationaux

## Brazzaville, 7-8 Octobre 2022

45<sup>ème</sup> Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

## Brazzaville, 5 au 9 septembre 2022

Réunion des experts du commerce extérieur de la CEMAC

## Douala, 7-11 Novembre 2022

Séminaire de conjoncture du second semestre 2022 Afrique centrale

## Washington D.C., 12 September 2022

Committee of the Chief Statisticians of the United Nations System (CCS-UN)

## Paris, November 9-10, 2022

PARIS21 Fall Meetings

## Washington D.C., 13 - 14 September 2022

Committee for the Coordination of Statistical Activities (CCSA)

## November 9-10, 2022

Virtual 9th Meeting of Arab Statistics Initiative « Arabstat ».

## Bissau, 14 et 15 septembre 2022

Réunion des experts des Ministères en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'espace UEMOA

## Virtuel, 21-25 Novembre 2022

Séminaire de conjoncture du second semestre 2022 Afrique de l'ouest

## MESURES DE PREVENTION CONTRE LE COVID-19

Des gestes simples pour éviter les contaminations au travail



Se laver régulièrement les mains  
Tousser ou éternuer dans le creux de son coude  
Eviter de se faire la bise ou de se serrer la main  
Porter le masque  
Respecter la distanciation.

Certains gestes simples permettent de limiter les risques de contamination au travail.

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

**La lettre d'AFRISTAT** en envoyant un courriel à [afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org) avec comme objet: Abonnement

Directeur de publication: Paul-Henri NGUEMA MEYE

Rédacteur en chef: Serge Jean EDI

Comité de rédaction: Sansan Honkounne KAMBOU, Djabar Dine ADECHIAN, Ibrahima SORY, Fatima BOUKENEM

Maquette et impression: IMPRIM COLOR Bamako  
ISSN 1561-3739